

Petits  
et grands  
moments  
des 27<sup>es</sup>  
FrancoFolies

Page B 8



Embellir  
les chantiers  
urbains  
pour moins  
les hair

Page B 5



www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

VOL. CVI N° 138

LE DEVOIR, LE LUNDI 22 JUIN 2015

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$

## HOMMAGE À UN GRAND MONTRÉALAIS



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Plusieurs centaines de citoyens sont venus saluer pour une dernière fois, dimanche, l'ex-maire de Montréal Jean Doré, qui était exposé en chapelle ardente à l'hôtel de ville de la métropole. **Page A 3**

## La Grèce à l'heure de la dernière chance

Une délégation québécoise est à Athènes pour prendre le pouls de la crise

SARAH R. CHAMPAGNE

Alors que l'échéance du paiement de la dette grecque se rapproche, et que le scénario d'une sortie de la zone euro est toujours évoqué, les Grecs restent profondément déchirés. Le pays en crise est aussi le lieu d'une grande effervescence politique et sociale, une occasion qu'ont saisie Gabriel Nadeau-Dubois et un groupe de Québécois pour en sentir le pouls sur place.

Grâce aux contacts de la diaspora grecque qui demeure à Montréal, il a pu rencontrer, ces derniers jours, des élus, des militants et des cadres du parti au pouvoir. « Je suis fasciné de voir à quel point le contexte de l'austérité a fourni une opportunité que la gauche a décidé de saisir », dit N. Nadeau-Dubois. D'abord une coalition, Syriza s'est transformée en véritable parti en 2013 avant de remporter les élections législatives de janvier dernier. « Ce fut la fin de la logique de résistance

VOIR PAGE A 8 : GRÈCE

Lire aussi • Tragédie grecque. Une chronique de François Brousseau. **Page B 1**

POINT CHAUD

## Les limites du logement social

ISABELLE PORTER

à Québec

Les programmes actuels en logement social au Québec sont dépassés, et on rate une occasion de loger certaines des personnes les plus en détresse de la société, plaide le coordonnateur d'un organisme communautaire de Québec.

« On ne choisit pas les bonnes personnes », déplore Mario Bousquet, de l'organisme Clés en main, qui aide les personnes avec des problèmes graves de santé mentale à se loger. Le programme qui sert à financer les logements sociaux au Québec — Accès Logis — « n'est pas adapté aux réalités », selon lui. « Ça coûte énormément d'argent et ce qui arrive actuellement, c'est qu'ils sont vides! »

Clés en main aide les gens avec des problèmes lourds à se loger en servant d'intermédiaire entre eux et les propriétaires. Il aide ces personnes à se loger et assure ensuite un suivi pour sécuriser tout le monde.

De plus en plus, il les installe dans des appartements sur le marché privé, mais avec une subvention qui limite leur loyer à 25% de leur revenu. Dans le jargon du milieu, on appelle cela des programmes de supplément au loyer (PSL). Développée dans la capitale, cette approche unique au Québec a fait des petits: des PSL ont commencé à être distribués sur le marché privé dans des secteurs comme Portneuf ou encore Laval.

Mais il n'y a pas assez de PSL pour répondre aux besoins de tout le monde, explique M. Bousquet. « En ce moment, j'ai 80 demandes et j'ai 18 PSL à donner. Et toutes les personnes [qui veulent une place] sont admissibles. Elles ont toutes des histoires d'horreur. C'est des gens en instabilité résidentielle, il y en

VOIR PAGE A 8 : LOGEMENT SOCIAL



AL-FURQAN/AGENCE FRANCE-PRESSE

Le « calife Ibrahim » n'est apparu que sur une seule vidéo, diffusée en juillet 2014.

PORTRAIT

## Le « calife » mystérieux

Abou Bakr Al-Baghdadi, chef du groupe État islamique, est un personnage énigmatique qui se montre peu

W. G. DUNLOP

à Bagdad

Un an après avoir été proclamé « calife » de tous les musulmans par son groupe, État islamique (EI), Abou Bakr Al-Baghdadi demeure un personnage énigmatique, qui préfère l'ombre à la lumière.

Baghdadi est aujourd'hui l'un des hommes les plus recherchés de la planète, les États-Unis offrant 10 millions de dollars pour sa capture.

Mais il reste introuvable et invisible, alors même que le groupe EI a déve-

loppé un vaste arsenal médiatique en diffusant de multiples photos ou vidéos de ses offensives et exactions.

« Il est plutôt remarquable que le chef du groupe terroriste le plus soucieux de son image soit si discret », souligne Patrick Skinner, du cabinet de consultants Soufan Group.

En un an, le « calife Ibrahim » n'est en effet apparu que sur une seule vidéo, diffusée en juillet 2014 après avoir été filmée dans une mosquée de la ville irakienne de Mossoul. Portant barbe grise, turban et abaya sombres, il ordonne à

VOIR PAGE A 8 : CALIFE

## AUJOURD'HUI

Actualités • Noyaux et fruits.

Une chronique de Jean-François Nadeau sur le profilage.

Page A 3

Actualités • Pollution. L'inefficacité du comité chargé de protéger les Grands Lacs est dénoncée.

Page A 4

Société • Consommation. Etsy, une foire virtuelle du « fait à la main » qui a révolutionné l'artisanat.

Page A 5

Les Sports • Coupe du monde féminine de soccer. Le Canada l'emporte 1-0 sur la Suisse et passe en quarts de finale.

Page B 4



Avis légaux..... B 2  
Décès..... B 6  
Météo..... B 5  
Mots croisés..... B 5  
Petites annonces..... B 6  
Sudoku..... B 4

## TERRITOIRE

## Ottawa et les Mohawks d'Akwesasne au bord d'une entente

GIUSEPPE VALIANTE  
à Akwesasne

Ottawa offre au Conseil mohawk d'Akwesasne l'occasion de presque doubler le territoire de sa réserve, qui s'étend sur deux provinces canadiennes et l'État de New York en achetant des terres agricoles peu peuplées.

Pour que la transaction ait lieu, toutefois, le Conseil devra renoncer à quelque 8000 hectares de terrain qui sont adjacents à la partie est de la réserve située à environ 150 km à l'ouest de Montréal. Ce territoire, occupé par la municipalité de canton de Dundee, est appelé Tsikaristisere par les Mohawks.

À l'heure actuelle, la réserve d'Akwesasne s'étend sur environ 10 000 hectares divisés entre le Québec, l'Ontario et l'État de New York. Quelque 23 000 membres de la communauté y résident, mais certains jeunes Mohawks sont obligés d'acheter des maisons ou de louer des appartements hors de la réserve parce que l'espace y est déjà presque entièrement attribué.

## Terres à vendre ?

Le gouvernement fédéral a donc offert 240 millions au Conseil mohawk d'Akwesasne pour agrandir son territoire — mais seulement s'il renonce aux 8000 hectares de Dundee, ou Tsikaristisere. Plusieurs détails de la transaction n'ont pas été rendus publics, mais le conseil de bande pourrait racheter environ 7000 hectares de terrain — si leurs propriétaires actuels acceptent de le vendre — pour l'annexer à leur réserve, et ainsi presque doubler sa superficie.

L'un des chefs du district de Kanatakon, Larry King, qui a participé aux négociations avec le gouvernement fédéral, estime que «le Canada a clairement fait savoir qu'il s'agit de sa dernière offre».

L'offre d'Ottawa sera soumise à l'approbation des membres de la communauté des secteurs de la réserve situés au Québec et en Ontario dans le cadre d'un éventuel référendum. La date du plébiscite n'a pas encore été fixée, mais les Mohawks canadiens doivent élire leur nouveau conseil de bande le 27 juin prochain.

Le Devoir

## JOURNÉE NATIONALE DES AUTOCHTONES

## Opposer la renaissance au génocide

SARAH R. CHAMPAGNE

À l'occasion de la Journée nationale des Autochtones, André Dudemaine a appelé à une «renaissance culturelle». Lors d'un rassemblement festif tenu dimanche, le directeur des activités culturelles de l'organisme Terres en vue a également souligné au son du tambour l'intérêt grandissant pour les questions autochtones.

«Le message ne change pas: nous cherchons reconnaissance, respect et coopération. Mais nous sentons que le contexte est plus favorable», a-t-il ajouté en faisant allusion au récent dépôt du rapport de la Commission de vérité et réconciliation. Après sept ans de travaux, cette commission en est arrivée à la conclusion que le Canada avait participé à un génocide culturel en envoyant de force 150 000 enfants autochtones dans des pensionnats pour les assimiler.

Pour les responsables des festivités, l'organisme Terres en vue, il s'agissait avant tout de souligner la force culturelle des Premières Nations. «Nous sommes toujours là, toujours vivants et toujours sur notre territoire», résumait M. Dudemaine, pendant qu'une dizaine de membres des Premières Nations du Québec dansaient sur la place d'Armes, au centre-ville de Montréal.

Le drame des pensionnats remis à l'avant-scène ne doit cependant pas «être un coup de vent qui passe», a-t-il affirmé dans la foulée. «Je vois plus de médias que dans les éditions précédentes, mais nos préoccupations doivent se retrouver dans des mesures concrètes.»

## Lente réconciliation

«Merci à toute la création et bienvenue à Montréal, territoire mohawk!» Sedalia Fazio, danseuse traditionnelle originaire de Kahnawake, a lancé la première ronde de pètinements et de chants.



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

En habits traditionnels, les Premières Nations ont souligné dimanche la Journée nationale des Autochtones.

Elle aussi est prête à panser les blessures de sa communauté: «Mais on ne peut pas rapidement passer à autre chose. Il y a déjà cinq cents ans que notre territoire rapetisse, que nous nous faisons assimiler ou voler nos enfants... ce n'est pas aussi facile.» Le solstice d'été, la journée la plus longue de l'année, est traditionnellement célébré. «C'est une journée qui justement représente le renouvellement» dit M<sup>me</sup> Fazio.

André Dudemaine, innu, a quant à lui expliqué qu'un hommage était rendu cette année au chef huron Kondiaronk, un artisan important de la «grande paix» de Montréal signée en 1701 entre 39 nations amérindiennes et la France.

Stratège rusé, il a joué un rôle capital dans les négociations, convainquant les chefs de s'unir pour ce traité. «On veut retenir le pont ainsi créé entre les différentes nations autochtones ainsi qu'avec les non-autochtones», précise-t-il en condensant la leçon d'histoire.

Terres en vue s'emploie à créer ce lien de façon permanente, explique son responsable des communications, Henry Welsh. La même équipe est derrière le festival Présence autochtone, un événement créé pour signifier la volonté de passer autre chose, après les tristes événements de la crise d'Oka. Le festival célèbre ainsi ses 25 ans cet été, notamment avec

des concerts de Florent Volland, Richard Desjardins et Moe Clark, en plus des nombreuses projections cinématographiques.

Sur la place d'Armes, dimanche, l'odeur naissante du feu allumé, les effigies géantes de quelques symboles de la cosmogonie amérindienne flottaient sur la foule de près d'une centaine de personnes. Les cloches de la basilique Notre-Dame se sont mises à retentir peu avant 15 h, saturant l'air. Leur son aura masqué momentanément les chants, comme un rappel de la difficulté à laisser percer la voix des autochtones.

Le Devoir

ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC  
HONNEUR AU PEUPLE DU QUÉBEC

LES RÉCIPENDAIRES 2015 AUX GRADES DE GRAND OFFICIER (G.O.Q.), OFFICIER (O.Q.) ET CHEVALIER (C.Q.)

1<sup>re</sup> rangée

Denys Arcand, G.O.Q. (promotion)  
Michel Tremblay, G.O.Q. (promotion)  
Marcel Barbeau, O.Q.  
Jean Bissonnette, O.Q.  
François-Marc Gagnon, O.Q.  
Madeleine Gagnon, O.Q.  
Lise Gauvin, O.Q.  
Paul Inchauspé, O.Q.  
Joanne Liu, O.Q.  
Pierre A. Michaud, O.Q.  
Yannick Nézet-Séguin, O.Q.  
Jean Rochon, O.Q.  
Jean-Louis Roy, O.Q.

2<sup>e</sup> rangée

Céline Saint-Pierre, O.Q.  
Réjean Thomas, O.Q. (promotion)  
Henri Brun, C.Q.  
Diane Chênevert, C.Q.  
Marie Chouinard, C.Q.  
Michel Côté, C.Q.  
Michel Dallaire, C.Q.  
Jean-Pierre Després, C.Q.  
André Dubois, C.Q.  
Ray-Marc Dumoulin, C.Q.  
Marcel Fournier, C.Q.  
Guy Gervais, C.Q.  
Paul Grand'Maison, C.Q.

3<sup>e</sup> rangée

Marc Laurendeau, C.Q.  
Alain Lemaire, C.Q.  
Laurent Lemaire, C.Q.  
Marina Orsini, C.Q.  
Patrick Pichette, C.Q.  
Francine Ruest Jutras, C.Q.  
Alain Simard, C.Q.  
Kim Thuy, C.Q.  
Michel L. Tremblay, C.Q.

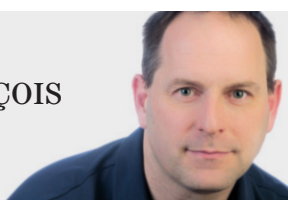
Le premier ministre, M. Philippe Couillard, a remis le 16 juin dernier les insignes de l'Ordre national, la plus haute distinction de l'État, aux récipiendaires de l'année 2015.



# ACTUALITÉS

## Noyaux et fruits

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



Quand donc ces bêtises que sont le racisme et le profilage seront-elles ni légales ni illégales, mais tout bonnement impossibles? Quand vivrons-nous dans une société où ces idées enfin mortes ne seront plus connues, avec d'autres croyances anciennes, que pour être étudiées dans des facultés d'universités?

De cette militante des droits des Noirs qui était en fait une Blanche, le monde n'aura finalement trouvé rien de mieux à faire que des gorges chaudes. Quelle bonne blague: Rachel Dolezal était blanche et se prenait pour une militante noire! Il s'en est trouvé, bien sûr, pour classer ce cas singulier à titre de phénomène de société: cette histoire abracadabrante serait dans cette perspective l'illustration parfaite d'une idéologie de gauche qui mène à s'identifier, jusque dans pareil mimétisme, au sort des plus malheureux. En somme, un peu comme *La tache*, le roman de Philip Roth, mais dont on aurait retourné la trame comme un gant.

Vous connaissez d'autres cas semblables? On pourrait penser, peut-être, à celui de Louis Wolfson, un Américain qui vécut un temps au Québec, essayant furieusement d'oublier sa langue, l'anglais, en convertissant les mots qui affleuraient à sa conscience en des syllabes de langues étrangères. Mais c'est assez unique. L'est moins le cas de tuteurs racistes, comme celui de Charleston ou de l'île d'Utøya.

À Montréal, le Tribunal des droits de la personne vient de condamner à une amende «une femme noire» pour avoir «humilié en public une femme d'origine égyptienne». Et il s'est trouvé tout de suite, comme de raison, quelques fanfarons déguisés en penseurs publics pour plaider que le racisme n'est donc pas uniquement l'affaire des Blancs. Mais que nous dit en fait cette histoire sur la réalité sociale de communautés entières? A tout confondre, on finit par ne rien comprendre.

Suffit-il de se dire que nous sommes tous des Juifs allemands, comme le suggèrent les vieux slogans? J'en doute. On peut appuyer, soutenir, faire preuve d'empathie, on peut se mettre à la place de l'autre, certains se prennent même pour d'autres, mais on ne peut jamais être l'autre.

Avez-vous déjà essayé d'être noir pour voir? Américain? Canadien français au pays des sables bitumineux? Musulman en ces temps de paranoïa? On ne se glisse pas comme on veut dans la peau de l'autre. Mais comprendre les blessures sociales que causent le racisme et le profilage devrait tout de même nous faire dépasser le stade de notre aveuglement volontaire.

On continue aujourd'hui, dans bien des bulletins de nouvelles, à se sentir obligé de préciser la couleur de la peau ou la religion de certains individus, comme si cela constituait forcément des éléments utiles à la compréhension d'événements. Si vous dites par exemple qu'un homme de Laval a volé une voiture, ce n'est pas la même chose que de dire qu'un Noir a volé cette voiture. De préciser que le voleur est noir redouble pour ainsi dire l'inquiétude alors que les assurances verseront, quoi qu'il arrive, la même somme pour la voiture dérobée...

Prenez le cas des Premières Nations. L'ethnologe Isabelle Picard, membre de la nation huronne-wendat, avait 13 ans au moment de la crise d'Oka. Elle me racontait que l'expression du racisme s'était fait sentir pour elle à partir de cette crise à laquelle elle n'était pourtant pas liée. «Je n'ai jamais arrêté depuis d'entendre de curieux commentaires sur mes origines.»

Le jour où elle achète une maison à Montréal, la propriétaire croit qu'elle est italienne. «Quand je lui ai expliqué que j'étais autochtone, elle m'a répondu: "c'est mieux de pas le dire aux voisins". On m'a déjà demandé très sérieusement si, pour mes menstruations, j'avais le même cycle que les humains ou les animaux. Et plusieurs fois, on m'a demandé à quel âge les plumes nous poussaient sur la tête.»

Dans une analyse détaillée qu'elle vient de produire, la Ligue des droits et libertés démontre que la police de Montréal a démantelé la quasi-totalité des manifestations d'étudiants ou d'anticapitalistes. Elle le fait selon des modalités qui ne sont pourtant pratiquement jamais utilisées pour d'autres types de manifestations qui, par exemple, ne fournissent pas davantage d'itinéraire. Depuis 2011, il y aurait eu 7000 arrestations.

«On ne fait pas du profilage, mais on fait de la sélection sur le type de gens qui vont faire cette manifestation», explique Anie Samson, vice-présidente du Conseil exécutif, responsable de la sécurité publique, à l'occasion d'une séance du conseil municipal le 15 juin. Vous avez bien lu: la police de Montréal, selon sa responsable, ne ferait aucun profilage, mais plutôt une «sélection», au «nom du gros bon sens». Un joli synonyme quoi.

«Il y a un certain racisme ordinaire qui est défendu par le gros bon sens», a répliqué le conseiller François Limoge. «Dans certaines villes du sud des États-Unis, un policier blanc va vous dire "on le sait bien: c'est tel groupe ethnique qui commet les méfaits; c'est du gros bon sens".» Et le maire Coderre de se lever pour dire qu'il ne convient pas — au nom de la précision de la langue française, rien de moins — de mélanger les pommes avec les oranges. On voudrait pourtant bien finir par goûter à un monde dont plusieurs fruits ne seraient pas toujours perçus comme des noyaux.

jfn@ledevoir.com



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

L'actuel maire de Montréal, Denis Coderre, est venu saluer un «grand ami» qui a contribué à faire de la ville une métropole.

JEAN DORÉ 1944-2015

## Hommage à un maire moderne

ANNABELLE CAILLOU

Plus de 500 personnes ont rendu un dernier hommage, dimanche, à l'ancien maire de Montréal Jean Doré, exposé en chapelle ardente dans le hall d'honneur de l'hôtel de ville de Montréal.

Peu avant dix heures, plusieurs dizaines de personnes faisaient déjà la queue pour adresser un dernier adieu au 39<sup>e</sup> maire de Montréal et offrir leurs condoléances à sa famille. Rue Notre-Dame Est, au cœur du Vieux-Montréal, des guides touristiques ralentissaient le pas devant la grande bâtisse pour expliquer aux curieux, parfois maladroitement, qui était Jean Doré.

Dans le hall d'honneur, citoyens, amis, anciens collègues et dignitaires ont défilé toute la journée devant le cercueil fermé, recouvert du drapeau de Montréal. Des représentants du Service de police de la Ville de Montréal et des pompiers de Montréal entouraient le cercueil, vêtus, comme promis, de leur uniforme officiel.

### De bons mots pour Jean Doré

Arrivé tôt, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, s'est adressé aux journalistes la voix emplie de nostalgie. «C'était un grand ami, Jean, ça fait 48 ans qu'on se connaissait. Nos familles se sont croisées et on a établi des liens extraordinaires. [...] C'était un homme généreux, qui faisait tout pour répandre le bonheur.»

Selon le maire Denis Coderre, Jean Doré laisse derrière lui un important héritage pour la ville. Il estime que ce dernier a contribué à faire de Montréal une métropole «en mêlant développement économique et développement durable». Il a rappelé ses grands projets, tels que le transport collectif, la protection du mont Royal, les pistes cyclables, le musée

«Il avait une vision de Montréal comme une ville moderne et une ville qui doit compter sur ses habitants pour l'inspirer»

Françoise David, Québec solidaire

Pointe-à-Callière, le Biodôme et bien d'autres.

En fin d'après-midi, le premier ministre, Philippe Couillard, s'est recueilli devant la dépouille de M. Doré. «Il a amené un vent de modernité, de transparence et de fraîcheur, on lui doit beaucoup encore», a-t-il déclaré.

Quelques minutes plus tard, c'était au tour du chef du Parti québécois, Pierre Karl Peladeau, de souligner la contribution de l'ancien maire dans «l'avancement de la démocratie municipale» tout en le qualifiant de «maire exceptionnel». Rappelons que M. Doré, maire de Montréal de 1986 à 1994, est reconnu pour avoir ouvert les portes de l'hôtel de ville aux citoyens. Il est notamment à l'origine des conseils d'arrondissement et des périodes de questions.

Aux yeux de la co-porte-parole de Québec solidaire, Françoise David, «il avait une vision de Montréal comme une ville moderne et une ville qui doit compter sur ses habitants pour l'inspirer». Elle regrette que cela ait pris du temps pour que son travail soit reconnu à sa juste valeur. «Parfois, il faut que les gens nous quittent pour qu'on réalise tout ce qu'ils ont fait pour nous.»

Montréalaise d'origine, et amie du défunt, Huguette Fleury l'a décrit comme un homme généreux, enthousiaste et avec beaucoup d'humour. «Il n'y en a plus, des hommes comme ça en politique, confie-t-elle. Des hommes qui ne cherchent pas absolument à réaliser des choses extraordinaires, mais qui tentent de rendre le quotidien plus agréable.»

De son côté, l'ancienne présidente de la Confédération des syndicats nationaux, Claudette Carbonneau, croit que ses qualités de rassembleur devraient être soulignées. «On ne peut diriger une ville comme Montréal sans prendre en compte sa diversité, sa réalité ethnoculturelle et linguistique, ses classes sociales bien différentes. Lui, il en était capable! C'était important après la période autocratique de Jean Drapeau.»

### Des funérailles à l'hôtel de ville

À la demande de Jean Doré et de sa famille, des funérailles civiles seront célébrées lundi matin à l'hôtel de ville. Une cérémonie laïque se déroulera dès dix heures en présence des proches du disparu, du maire Denis Coderre et de plusieurs dignitaires invités. «Je ne sais pas si c'est une première, mais on n'a pas vu ça souvent [...]. Il a toujours adoré [l'hôtel de ville], c'était sa deuxième maison», explique M. Coderre.

Le nombre de places étant limité, les Montréalais ne pourront assister à l'événement. Un écran géant sera toutefois installé à l'extérieur sur la place Vauquelin afin de leur permettre de suivre la cérémonie.

Jean Doré s'est éteint à l'âge de 70 ans lundi dernier, des suites d'un cancer du pancréas.

Le Devoir

## Contradictions dans les primes

La sous-ministre adjointe à l'Éducation, officiellement basée à Québec, encaisse des milliers de dollars pour des allocations de séjour... à Québec

JOCELYNE RICHER

à Québec

Les administrateurs de l'État québécois peuvent très bien encaisser une allocation de séjour à Québec tout en étant officiellement en poste à Québec. En tout, une quarantaine de hauts fonctionnaires auraient droit à ce type d'allocation.

C'est le cas notamment de la sous-ministre adjointe à l'Éducation, Chantale C. Beaulieu, dont le lieu de travail officiel se situe à Québec, ce qui ne l'empêche pas de toucher une allocation de séjour à Québec de 1225\$ par mois, non imposable.

Au terme de son contrat de trois ans, à la fin de 2016, M<sup>me</sup> Beaulieu aura donc reçu plus de 44 000\$ en plus de son salaire. Au moment d'entrer en fonction en décembre 2013, son salaire était de 147 484\$.

Dans les faits, selon les informations obtenues par La Presse canadienne en vertu de la Loi d'accès à

«[M<sup>me</sup> Beaulieu est] légalement basée à Québec, mais travaille principalement à Montréal puisque la majeure partie des équipes sous sa supervision y travaillent»

Manon Boisvert, ministère de l'Éducation

l'information, M<sup>me</sup> Beaulieu réside à Montréal et travaille la plupart du temps à Montréal. Pourquoi est-elle officiellement basée à Québec plutôt qu'à Montréal? Et si un haut fonctionnaire est basé à Québec, pourquoi a-t-il droit à une allocation de séjour à Québec?

### Équipe à Montréal

Pour toute justification, la responsable de l'accès aux documents du ministère de l'Éducation, Manon Boisvert, indique que M<sup>me</sup> Beaulieu est «légalement basée à Québec, mais travaille principalement à

Montréal puisque la majeure partie des équipes sous sa supervision y travaillent». Pourtant, le décret gouvernemental 1089-2013, du 30 octobre 2013, stipule que «M<sup>me</sup> Beaulieu exerce ses fonctions au bureau du ministère à Québec». Plus loin, dans le même décret, on apprend que «pour la durée de son mandat, M<sup>me</sup> Beaulieu reçoit une allocation mensuelle de 1225\$ pour ses frais de séjour à Québec».

Avocate de formation, M<sup>me</sup> Beaulieu a été nommée sous-ministre adjointe à l'Éducation, responsable des relations avec la communauté

anglophone, les autochtones et les communautés culturelles, par l'ex-première ministre Pauline Marois.

Elle occupait auparavant le poste de directrice générale de la commission scolaire Eastern Townships.

Alors qu'on lui demandait s'il cautionnait cette situation, le cabinet du ministre de l'Éducation, François Blais, s'est contenté d'affirmer que le statut accordé à M<sup>me</sup> Beaulieu ne contrevient en rien aux règles gouvernementales en vigueur. «Le contrat de M<sup>me</sup> Beaulieu respecte les exigences du ministère du Conseil exécutif et du Conseil du trésor», a indiqué l'attachée de presse du ministre Blais, Julie White, dans un courriel.

La situation de M<sup>me</sup> Beaulieu entraîne également des frais de transport. Depuis sa nomination jusqu'en mars 2015, elle a réclamé pour elle-même et son adjointe le remboursement de frais de déplacement de l'ordre de 11 253\$.

La Presse canadienne

## ACTUALITÉS

# Le Bloc et QS font campagne... pour l'indépendance

Il sera abondamment question de souveraineté à de nombreux endroits dans la province dans les prochaines semaines. Des initiatives distinctes du Bloc québécois, au fédéral, et de Québec solidaire, au provincial, les mèneront un peu partout dans la province.

Le chef et le président du Bloc québécois, Gilles Duceppe et Mario Beaulieu, lançaient samedi à Rimouski une campagne permanente pour l'indépendance. Une quarantaine d'équipes effectueront du porte-à-porte à travers le Québec et tiendront des « assemblées de cuisine », tout l'été, afin de convaincre les

**Selon le président du Bloc, Mario Beaulieu, il faut aller à la rencontre des citoyens**

électeurs des bienfaits de l'indépendance du Québec.

Selon le président du Bloc, Mario Beaulieu, il faut aller à la rencontre des citoyens, « faire du travail de terrain », pour promouvoir le projet de faire du Québec un pays. Il croit que les gens sont de plus en plus « réceptifs » à parler d'indépendance.

M. Beaulieu estime aussi qu'un nouveau cycle politique vient de s'installer, et qu'il redonnera de la vigueur au projet de souveraineté du Québec, faisant allusion notamment au retour de Gilles Duceppe au Bloc québécois, mais aussi à l'arrivée de Pierre Karl Péladeau comme chef du Parti québécois.

Par ailleurs, Québec soli-

daire participe de son côté à sa propre campagne de promotion de l'indépendance du Québec. Françoise David, Manon Massé et André Fontecilla assistent à plusieurs activités.

Par exemple, la députée de Gouin a participé à une mobilisation à vélo et à une distribution de dépliant samedi après-midi à Montréal, deux opérations qui ont été couronnées de succès, selon Françoise David.

Dimanche, c'était au tour de sa collègue Manon Massé, qui représente Sainte-Marie-Saint-Jacques à l'Assemblée nationale, d'enfourcher sa bicyclette afin de sensibiliser les gens de Sherbrooke à l'enjeu de l'indépendance.

D'autres initiatives étaient prévues jusqu'à dimanche à Montréal, Québec, Rimouski, Rivière-du-Loup et Paspébiac ainsi qu'à Saint-Jérôme et à Val-David, dans les Laurentides.

## Convaincre

Pour Françoise David, cette vaste opération de séduction est une occasion en or « de tenir des discussions franches avec des milliers de Québécoises et de Québécois de toutes les origines ».

Elle a souligné que les solidaires ne se contenteraient certainement pas de prêcher seulement auprès des convertis. « Parler aux convaincus, c'est bien. Rejoindre ceux et celles qu'il reste à convaincre et leur transmettre le goût du pays, c'est mieux », dit-elle.

La Presse canadienne



Des centaines de fidèles étaient massés jusque dans la cour de l'église Emanuel AME, pour le premier service depuis le drame de mercredi.

## Les fidèles de Charleston réunis sur les lieux du drame

ROBERT MACPHERSON  
à Charleston

SHAHZAD ABDUL  
à Washington

Armes, chants religieux et condamnation de la tuerie: l'église Emanuel AME de Charleston a réconforté dimanche ses paroissiens pour un premier service religieux depuis le massacre mercredi de neuf Noirs abattus par un jeune suprématiste blanc.

Cette tuerie raciste, l'une des pires de l'histoire récente des États-Unis, a choqué une partie de l'Amérique et relancé les controverses tant sur les tensions raciales latentes que sur la législation des armes à feu ou encore sur la place du drapeau confédéré du Sud historique.

Plusieurs centaines de personnes, blanches et noires, ont occupé pendant deux heures les bancs de l'Emanuel African Methodist Episcopal Church, la plus vieille église de la communauté noire de Charleston, lieu emblématique pour les droits civiques, et théâtre du bain de sang mercredi soir provoqué par le jeune Dylann Roof.

Des centaines d'autres fidèles et badauds étaient aussi massés, faute de place, à l'extérieur de l'église, d'où ils pouvaient entendre, grâce aux haut-parleurs, le long discours du pasteur John Gillison et les chants religieux. Une chorale a entonné un gospel face à une foule parfois émue aux larmes.

En mémoire des victimes, les cloches d'une vingtaine d'églises des environs ont sonné, tout comme des dizaines d'autres aux États-Unis.

Les paroissiens « étaient dans la maison du Seigneur, étudiant ses paroles, priant les uns avec les autres », a clamé le révérend Gillison. « Mais le Diable est aussi rentré [...] Mais grâce à Dieu, alléluia [...] il n'a pas pu prendre le contrôle de vos fidèles. Et il n'a pas pu s'emparer

de votre église », s'est-il exclamé.

Le pasteur de la paroisse, Clementa Pinckney a été tué mercredi soir, ainsi que deux hommes et six femmes, âgés de 26 à 87 ans.

Samedi déjà, plusieurs manifestations avaient secoué la Caroline du Sud. Des milliers de personnes s'étaient rassemblées à Columbia, capitale de l'État et siège du Parlement local, devant lequel flotte toujours le drapeau confédéré, symbole controversé du sud esclavagiste des États-Unis, défilait lors de la guerre de Sécession (1861-1865). Les manifestants ont exigé le retrait de ce drapeau, symbole durable de la fierté et de l'héritage du Sud pour ses partisans, ou du racisme et de la théorie de la suprématie blanche pour ses détracteurs.

**La découverte d'un site Internet attribué à Dylann Roof a permis d'en savoir plus**

## Les motifs de Roof

La découverte samedi d'un site Internet raciste attribué à M. Roof a permis d'en savoir plus sur le contexte du massacre. Sur des photos, on voit le jeune Blanc brûler la bannière étoilée et brandir le drapeau confédéré. Et, surtout, dans un manifeste bourré de fautes d'orthographe, on peut lire qu'il justifie son crime par sa haine des Noirs.

Le texte en dit long sur l'état d'esprit et la motivation du jeune homme, sorti du système scolaire après la 4<sup>e</sup> secondaire et chômeur au moment des faits. « Je n'ai pas le choix [...] J'ai choisi Charleston parce que c'est la ville historique de mon État et qui a eu à un moment le ratio le plus élevé de Noirs par rapport aux Blancs dans le pays », peut-on lire.

« Nous n'avons pas de skinheads, pas de véritable KKK [Ku Klux Klan], personne ne fait rien d'autre que de parler sur Internet. Quelqu'un doit avoir le courage de le faire dans le monde réel et j'imagine que cela doit être moi », ajoute l'auteur avant de se lancer dans une série de diatribes racistes contre les Noirs « stupides et violents ».

Agence France-Presse

## PQ: l'aile jeunesse a une nouvelle présidente

Ariane Cayer prend la tête du Comité national des jeunes du Parti québécois (CNJPQ).

Au terme d'un vote, dimanche, elle a devancé son unique opposant, Vincent-Gabriel Langlois. Les deux adversaires n'en étaient pas à leurs premières armes au sein du CNJPQ. Avant le scrutin, M<sup>me</sup> Cayer y siégeait comme conseillère alors que M. Langlois y jouait le rôle de vice-président.

La gagnante a pris la parole après avoir été informée de sa victoire. Après avoir été chaleureusement applaudie par les jeunes péquistes réunis en congrès à Waterville, en Estrie, elle a soutenu qu'elle tenait à ce qu'il y ait désormais une plus grande

cohésion au sein de son organisation. « La division, c'est assez. C'est fini », a-t-elle déclaré, d'un ton sans appel. La nouvelle présidente du Comité national des jeunes du Parti québécois a insisté sur l'importance de « se tourner vers l'avenir » en faisant allusion au passage aux prochaines élections provinciales. M<sup>me</sup> Cayer succède à l'ex-député péquiste de la circonscription de Laval-des-Rapides et ancienne figure de proue du mouvement étudiant, Léo Bureau-Blouin. Ce dernier a choisi de renoncer au poste du président du CNJPQ afin de pouvoir se consacrer à ses études et à son travail.

La Presse canadienne

## L'inefficacité du comité chargé de protéger les Grands Lacs est dénoncée

COLIN PERKEL  
à Toronto

Le Canada et les États-Unis n'arrivent pas à diminuer la pollution dans les Grands Lacs, malgré une entente visant à améliorer la qualité de l'eau qui avait été conclue il y a trois ans entre les deux pays.

Des dizaines de groupes écologistes se préoccupent de la santé des cours d'eau et ils feront part de leurs inquiétudes dans une lettre qui sera envoyée lundi au comité exécutif des Grands Lacs, organisation responsable de surveiller la mise en place de l'accord.

Les militants affirment que peu de progrès a été accompli par le sous-comité chargé d'enrayer le problème de la pollution. L'Association canadienne du droit de l'environnement en était venue à la

même conclusion dans une nouvelle étude. Selon eux, l'approche « lente » du comité n'est pas en phase avec le problème, qui est urgent et grave, rappellent-ils. Il ne faut pas attendre des années pour agir afin d'éviter que ces produits chimiques se retrouvent dans les cours d'eau ou pour les nettoyer s'il est trop tard, ajoutent-ils.

Le comité, qui se réunira cette semaine à Chicago, avait été instauré en 2012, lorsque le Canada et les États-Unis avaient renouvelé une entente ayant pour objectif de protéger les lacs et leurs écosystèmes.

## Pour un plan d'action

L'accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs laisse la responsabilité au sous-comité d'identifier les produits chimiques les plus

dangereux. Jusqu'à maintenant, seulement quatre toxines ont été relevées. Or, les écologistes estiment qu'il y en a au moins 500. « En prenant en compte qu'ils ajouteront quatre produits chimiques tous les trois ans, cela nous prendra plus d'un siècle pour faire une liste complète de toutes les toxines », écrivent-ils.

Par ailleurs, ils remarquent que la liste en question n'est qu'une première étape dans tout ce processus. « Pour chaque toxine, on devra élaborer un plan d'action pour l'éliminer », ont-ils précisé.

Bien que les signataires de la lettre reconnaissent que l'accord est une bonne chose en soi, ils déplorent l'approche actuelle des pays, qui laissent transparaître un « malaise bureaucratique et administratif ». Par exemple, chaque pays peut décider de son propre plan pour éliminer les produits chimiques.

La Presse canadienne

## Congédié?

Voyez  
**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545



**L'ÉTÉ DE L'ACTION NATIONALE**

Cahiers de lecture  
Été 2015: 10 \$

taxes et expédition comprises

L'Action nationale  
Juin 2015: 12 \$

**Les Cahiers de lecture**  
de l'Action nationale

MÉDECINE, FEMMES ET MODERNITÉ

CURIEUSES HISTOIRES DE PLANTES DU CANADA

DU CHARIVARI À LA FABRICATION DE L'HISTOIRE

**Monsieur**

**Abonnements et achats à la boutique action-nationale.qc.ca**

## Outaouais: un festival francophile privé de financement

Le festival L'Outaouais en fête n'a pas été épargné par le régime minceur du gouvernement provincial. L'événement, qui est une démarche d'Impératif français visant à célébrer la culture francophone, a subi des compressions « de dernière minute, incroyables et sauvages », selon le président de l'organisme, Jean-Paul Perreault. Ce dernier soutient que Québec a privé le festival d'environ 100 000 \$. D'après Jean-Paul Perreault, en imposant de pareilles restrictions budgétaires, les décideurs provinciaux ont fait la démonstration de leur grande « incompréhension », ils ont agi « de façon carrément irresponsable » et ils ont défilé la logique. Le festival L'Outaouais en fête s'amorcera mardi à Gatineau.

La Presse canadienne

## Cri du cœur de Tel-Aide

L'organisme Tel-Aide, qui a apporté son soutien à près de trois millions de personnes en détresse depuis sa création en 1970, lance à son tour un cri d'alarme. Aux prises avec une importante crise de liquidités, l'organisme doit trouver rapidement la somme de 50 000 \$, sinon son existence est en péril. La direction de Tel-Aide fait donc appel à la population en tenant une campagne de financement d'urgence. Le porte-parole de l'organisme, Pierre Riley, précise que cette crise est imputable à plusieurs facteurs: l'objectif de collecte de fonds de l'automne 2014 n'a pas été atteint, des programmes de subventions par des organismes privés ont pris fin, un important legs a été épuisé et les subventions gouvernementales ont diminué en raison des mesures d'austérité.

La Presse canadienne

## Jouet contaminé au GHB: une famille indemnisée

Phénix — Une cour fédérale de l'Arizona a ordonné le versement d'une indemnité de 435 000 \$ américains à une famille dont l'enfant avait avalé une partie d'un jouet qui contenait un produit chimique qui est métabolisé en drogue de viol lorsqu'il est ingéré. Mark et Beth Monje avaient, comme plusieurs autres parents, intenté une poursuite concernant Aqua Dots, un jouet permettant aux enfants de concevoir des objets avec des billes en les vaporisant d'eau. Les autorités américaines ont effectué un rappel du produit en 2007 après que neuf enfants aux États-Unis et trois en Australie eurent été malades en avalant les billes. Près de 4 millions de ces jouets avaient été récupérés. Des tests ont démontré que les billes étaient enrobées d'un produit chimique qui était métabolisé par le corps en acide gamma hydroxybutyrate (GHB). Selon leur avocate, le fils de la famille aurait perdu des capacités motrices et l'odorat.

Associated Press

## La ministre St-Pierre en Europe

La ministre québécoise des Relations internationales et de la Francophonie, Christine St-Pierre, effectuera cette semaine une mission de six jours en Europe. Elle passera par Barcelone, Rome et Paris. Par voie de communiqué, la ministre explique que, dans le contexte de l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne et de la mise en œuvre du Plan Nord et de la Stratégie maritime, l'Europe est plus que jamais appelée à contribuer à la prospérité du Québec.

La Presse canadienne

Résultats des tirages du : 2015-06-20

**LOTTO 649** 10 11 30 33 41 44 20  
+ 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$  
53038442-02  
(Numéros complets non décomposables)  
Prochain gros lot (approx.) : 7 000 000 \$  
+ 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$

**Quebec** 05 06 25 13  
27 45 49 13  
9948981

LOTS BONIS du 6 au 20 juin 2015\*

**649 +** 05 13 27 30

Résultats des tirages du : 2015-06-19

**LOTTO MAX** 07 14 15 16 21 30 41 17  
Prochain gros lot (approx.) : 50 000 000 \$ + 2 MAXIMILLIONS (approx.)  
1452167

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

# SOCIÉTÉ

#CHRONIQUEFD

## Une dérive sournoise

FABIEN DEGLISE



La cause est bonne, sans doute juste, mais le geste, lui, ne l'est vraiment pas. En attaquant la semaine dernière les sites Internet et serveurs du gouvernement fédéral pour condamner l'adoption du projet de loi antiterroriste C-51, le groupe de pirates informatiques sans visage, les «hacktivistes» du mouvement Anonymous, pensaient dénoncer par ce coup d'éclat l'obsession sécuritaire et les dérives liberticides du gouvernement conservateur. Erreur. Ils ont surtout, avec leurs visages masqués, leurs revendications politiques par l'attaque sournoise et la énième expression de leur régime numérique de terreur, alimenté ce qu'ils prétendent pourtant vouloir éradiquer: l'abus de pouvoir, les entraves à la liberté, l'exploitation de la peur à des fins partisanes et, pire encore, l'affaiblissement d'une démocratie qui, au Canada comme ailleurs, n'a certainement pas besoin de ça.

En se posant en citoyens conscients franchissant la barrière de la légalité au nom du bien commun, le groupe Anonymous cherche à faire croire depuis des années qu'il met ses compétences techniques et sa fine connaissance des arcanes du numérique au nom du bien commun et surtout de sa protection devant la montée de l'intolérance, de la radicalisation du pouvoir policier, de l'injustice économique et sociale... Depuis des années, il est possible d'en douter. Depuis la semaine dernière, il est nécessaire de s'en inquiéter.

Anonymous aurait pu utiliser sa maîtrise du code informatique pour une opération plus subversive que répressive. Exemple: l'intégration sur les sites du gouvernement fédéral de messages revendicateurs contre l'adoption du projet de loi C-51, avec détails de ces composantes menaçants les libertés individuelles au pays. Sorte de graffiti incrusté dans le Web, à grand coup de codes binaires, faisant preuve en plus d'une certaine éducation populaire. Mais non...

### Le chemin de la menace

En lieu et place, le groupe a préféré emprunter le chemin de la menace et de la punition en servant à Ottawa une attaque par déni de service sur les serveurs du fédéral. Un vieux truc de pirates au long cours dans les mers du numérique qui consiste à inonder un réseau de demandes massives d'accès par l'entremise d'ordinateurs personnels — le vôtre, celui de votre voisin, de votre cousine, de votre grand-mère — préalablement transformé en «ordinateur zombie» par un logiciel malicieux. Le but est de faire «sauter» un système par cet abus de requêtes pour le rendre non disponible. L'attaque par déni de service est souvent utilisée par des pirates pour faire chanter des entreprises commerciales.

En s'attaquant au bien commun — dont font certainement partie les sites Internet de l'administration publique et d'un gouvernement — pour défendre le bien commun, prétendument, Anonymous s'est sérieusement et dangereusement approché de ce point délicat où la désobéissance civile se met à dérapier, de cet instant troublant où, de grain de sable qu'elle devrait être dans un système, la revendication sociale et politique met sournoisement en péril l'état de droit qu'elle prétend vouloir protéger. Comment? En frayant avec cette idée de vindicte publique et de justice populaire qui inspire peur, crainte et insécurité. En affirmant aussi le pouvoir démesuré d'une minorité masquée sur le reste du groupe, pouvoir à redouter qui repose sur la maîtrise d'une technique, d'un savoir plutôt que sur une délégation dudit pouvoir par le groupe de manière consciente et éclairée. Par le vote, comme il se doit dans une démocratie.

### Maladie auto-immune

Tolérer ce genre de dérives est risqué. Particulièrement à une époque où la démocratie semble devenir une maladie auto-immune en s'attaquant elle-même à ses fondements. Le rapport de la coalition Voices-Voix de la semaine dernière sur le «démantèlement de la démocratie» canadienne — rien de moins — par les conservateurs donnait quelques affligeants exemples de ses symptômes en posant plusieurs bonnes questions: une société où les scientifiques, les fonctionnaires, les employés de l'État n'ont plus le droit de parole, une société où le citoyen est surveillé de manière passive à son insu, où la connaissance scientifique est méprisée pour mieux faire circuler l'idéologie, où les oppositions sont lentement et doucement placées dans la case des «criminels» peut-elle encore être qualifiée de démocratie?

Pas besoin d'aller fouiller bien loin dans l'histoire contemporaine pour trouver la réponse, mais également pour comprendre qu'une opposition, comme celle qu'Anonymous incarne, en succombant à l'appel de la criminalité, dans cet anonymat qu'appréciait particulièrement le fourbe, le mesquin et les groupes terroristes, vient forcément jouer le jeu d'un régime politique qui ne demande rien de mieux pour justifier ses propres dérives. Et pour cela, à moins de se démasquer et de respecter les règles d'opposition dans un état de droit, le groupe mérite seulement d'être décrié.

Sur Twitter: @FabienDeglise



Norma Andreu: «Etsy, c'était la première étape dans la création d'une entreprise. Quand on travaille seul à la maison, c'est une belle manière de s'initier à l'entrepreneuriat, et la plateforme est très facile d'utilisation.»

Etsy, un site Internet de vente en ligne d'artisanat et d'articles vintage, a permis à de nombreux vendeurs d'ouvrir leur propre boutique virtuelle, faisant au passage quelques *success stories*. Aux artisans, il a aussi fait miroiter la possibilité de vivre à temps plein de leurs créations. Regard sur un phénomène du Web.

ÉMILIE FOLIE-BOIVIN

Etsy a révolutionné le milieu de l'artisanat. Alors qu'il fallait courir les marchés et les foires pour dénicher les trésors locaux, depuis 2005, cette foire virtuelle permet aux consommateurs du monde entier de découvrir le talent des artistes du fait main. Jamais il n'a été aussi facile de se procurer cartes postales, peluches, bijoux, vêtements, meubles et accessoires faits main à tout moment de l'année.

En parallèle, cette compagnie américaine, née à Brooklyn et entrée en Bourse dix ans plus tard, a permis à toute une génération de nouveaux entrepreneurs souhaitant vivre à temps plein de cet art de passer à l'acte et de profiter des antennes de cette plateforme mondiale. Puisque les travaux d'artisanat ont toujours été un domaine très féminin, ce sont bien sûr les femmes qui ont été majoritairement séduites par la proposition. Selon le rapport *Building an Etsy Economy: The New Face of Creative Entrepreneurship*, 91% des vendeurs canadiens d'Etsy sont des femmes.

### Plus compliqué

Norma Andreu est de celles-là. L'illustratrice montréalaise d'origine mexicaine travaillait déjà sur sa marque Cara Carmina lorsqu'elle s'est inscrite sur Etsy, en 2008. «Etsy, c'était la première étape dans la création d'une entreprise. Quand on travaille seule à la maison, c'est une belle manière de s'initier à l'entrepreneuriat, et la plateforme est très facile d'utilisation», explique la jeune femme, qui vend peluches, vêtements, et autres cartes de souhaits sur sa boutique virtuelle Etsy, en plus de participer aux diverses foires artisanales montréalaises que sont Pucés Pop et souk@sat. Elle reconnaît qu'à son arrivée sur la plateforme, le fait qu'il y ait eu peu de vendeurs était à son avantage. «Maintenant, c'est beaucoup plus compliqué d'avoir de la visibilité.»

Ce ne fut pas le cas pour Karine Foisy, de Veille sur toi, qui se spécialise dans la fabrication des veilleuses en verre faites à la main, un créneau que les créateurs étaient peu nombreux à exploiter. La jeune femme a connu un franc succès lorsqu'elle a ouvert sa boutique Etsy en 2013. «J'ai été chanceuse, à ce moment-là, il n'y avait

## Réussir sa boutique en ligne

**Développer** l'esthétique, le look, et son image de marque avant de lancer sa boutique virtuelle.

**Ouvrir** un compte Facebook ou Instagram et le connecter à sa boutique Etsy. Les réseaux sociaux sont le meilleur outil pour faire connaître sa marque.

**Partager**, conseiller, aider les autres créateurs. Quand on aide les autres, cela revient tout le temps.

**Ouvrir** un .com, pour que les consommateurs repèrent facilement la marque, puisque Etsy n'est pas encore connu de tous, surtout au Québec.

D'après Norma Andreu et Karine Foisy

pas un choix énorme quand tu cherchais night light. Mais il y en a davantage maintenant», remarque cette enseignante au primaire qui a récemment remporté le concours de création Le meilleur du Québec, lancé par Etsy Canada.

Pour les autres, cela peut prendre plus d'une cinquantaine de pages avant qu'un créateur voie apparaître ses articles sur le site. «Les boutiques virtuelles qui ont ouvert leurs portes dès les débuts d'Etsy ont eu la chance d'avoir de la promotion, car il y avait alors moins de concurrence. Mais Etsy a grandi, et les vendeuses arrivées plus tard n'ont plus cette chance», explique Jacqueline Wallace, qui s'est penchée pendant trois ans sur la compagnie pour son doctorat en Communications à l'Université Concordia.

### L'artisanat coté en Bourse

Au fil de ses recherches, Jacqueline Wallace a découvert que la structure d'entreprise d'Etsy est presque exclusivement masculine, pour un bassin de créateurs majoritairement féminin. Elle s'inquiète du fait que les décisions favorisent davantage les investisseurs d'Etsy que les créatrices. Avec davantage de femmes à la tête de l'entreprise, les conditions des mères et des femmes qui contribuent à son succès seraient davantage incluses dans les stratégies de l'entreprise, croit-elle, tout en soutenant qu'une

CONSOMMATION

## Révolution chez les artisans

### Etsy fait entrer le «fait main» dans l'ère numérique

gestion plus harmonieuse permettrait de partager les profits avec les vendeuses.

«Depuis que la compagnie est entrée en Bourse, il y a tout un dialogue dans la communauté d'artisans selon lequel Etsy a surfé sur la vague do-it-yourself sans embrasser toutes les valeurs de l'économie alternative. Car à la fin, les gens qui ont réussi financièrement sont surtout ceux qui étaient à la tête d'Etsy, et non pas nécessairement les créatrices. N'importe quelle entreprise qui grandit change un peu, mais pour Etsy, c'est comme s'ils avaient laissé tomber leurs vendeurs.»

La créatrice de Veille sur toi ne se formalise pas du fait que les bénéfices ne soient pas partagés. «En ouvrant, je ne m'attendais pas à ça. En fait, je trouve qu'ils en font même plus que ce à quoi je m'attendais. Ils font de la promotion, des concours, un excellent service à la clientèle et ne prennent que 3,5% de commission sur les articles vendus», dit la jeune femme. En plus de ce pourcentage, Etsy reçoit 20 ¢ pour chaque article affiché. Il y a plus de 29 millions d'articles en vente sur la plateforme.

### Succès formidables pour une minorité

«Il y a des histoires de succès formidables avec Etsy», soutient Jacqueline Wallace, qui a réalisé plusieurs entrevues avec des vendeuses au cours des trois ans de sa recherche. Certaines ont gagné beaucoup d'argent, ont décroché des contrats avec de gros magasins, tels Saks, Anthropologie. Mais pour la plupart des gens, ce n'est pas ce qui se passe. Celles qui ont réussi ont trouvé d'autres stratégies pour élargir leur entreprise, en dénichant des partenariats avec des hôtels, des designers, ainsi que des points de vente pour leurs produits.

Norma Andreu avoue très bien vivre de son entreprise. Sa boutique Etsy représente 60% de ses revenus et, pour diversifier les sources, la femme d'affaires a également une centaine de points de vente au Canada, en plus de donner des conférences et de faire du mentorat pour d'autres créateurs. Les produits de Karine Foisy sont également distribués dans une trentaine de boutiques. Elle n'a pas encore fait le grand saut avec Veille sur toi, mais elle profite actuellement de son long congé de maternité pour mettre sa carrière en veilleuse et se plonger à temps plein dans sa passion. «Pour les femmes, c'est souvent à la suite d'un congé de maternité que les petites entreprises ont débuté. Les mamans s'ennuient à la maison, développent leur côté créatif et, en voyant leurs créations, se disent: je pourrais les vendre!»

Le Devoir

## L'énergie n'est pas la matière forte des Québécois

ISABELLE BURGUN

Le chiffre est petit: 11% de la population, soit à peine un Québécois sur 10, estime avoir une bonne connaissance de la situation énergétique au Québec. Et 17% estiment que le pétrole est une énergie renouvelable. Les réponses à un récent sondage auprès de 1010 Québécois soulignent la nécessité de mieux communiquer les questions de l'énergie.

«Il faut éduquer les gens aux questions énergétiques, car ils trouvent le sujet complexe ou manquant de temps. Ils veulent toutefois participer au débat», relève Nathalie de Marcellis-Warin, professeure à Polytechnique Montréal et vice-présidente du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO). Le CIRANO et l'Institut de recherche Trotter de Polytechnique Montréal ont voulu mesurer les perceptions des Québécois sur l'énergie et les changements climatiques. Et les chercheurs ont eu quelques surprises...

Moins d'un Québécois sur 5 sait que 50% de l'énergie consommée au Québec provient de

sources renouvelables. Un terme mal maîtrisé, car ce ne sont pas seulement 17% qui pensent que le pétrole en fait partie: ils sont aussi 13% à associer charbon et renouvelable, et 27% le gaz naturel. Un quart des répondants considère aussi le nucléaire comme une source d'énergie renouvelable.

Les questions énergétiques entremêlent science, politique et économie. Si la question est précise — l'évolution des prix du pétrole —, les répondants ont moins de difficultés. Le pétrole est d'ailleurs l'énergie que les Québécois estiment connaître le mieux, loin devant l'hydroélectricité. «Les répondants maîtrisent mieux les questions liées à l'actualité, tel le cours du pétrole. Par contre, la plupart pensent n'avoir aucune influence sur la situation énergétique au Québec», souligne M<sup>me</sup> Marcellis-Warin.

### Et les climatocceptiques?

Trois quarts des Québécois reconnaissent l'existence des changements climatiques. À la lumière du sondage, une personne sur quatre en douterait donc encore, soit moins qu'ailleurs

en Amérique du Nord, révélait au congrès de l'Acfas Sebastian Weissenberger, de l'UQAM. Il n'y a que dans la grande région de Québec que c'est presque une personne sur deux (44%). «Le profil — hommes, bas revenus et niveau d'études, allophone — montre que c'est surtout une question d'éducation, bien que certains radios contribuent certainement aussi à ce résultat», note la chercheuse.

Les réseaux sociaux joueraient aussi un rôle dans la propagation des idées climatocceptives: 80% des répondants disent consulter Internet pour avoir des réponses sur l'énergie. M<sup>me</sup> Marcellis-Warin relève que les internautes lisent souvent en premier les commentaires des articles publiés. «C'est pour avoir une meilleure idée du débat. Le premier commentaire, souvent négatif, aura un impact très significatif sur les lecteurs», tranche la chercheuse. Ce qui représente un grand défi pour les journalistes, dont l'article sera mis alors en perspective avec des critiques négationnistes.

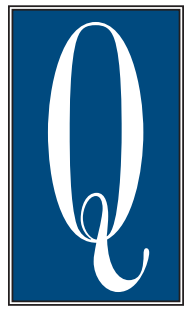
Agence Science-Press

# ÉDITORIAL

M. COUILLARD ET L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

## Ni noir ni rose

Devant ses militants, le 13 juin, le premier ministre Philippe Couillard n'a pas hésité à parler d'histoire. Si le geste, pour un politicien québécois, a quelque chose d'intéressant en soi, les propos comportaient plusieurs motifs d'inquiétude.



ANTOINE ROBITAILLE

Qu'un premier ministre aborde la question de l'enseignement de l'histoire, dans un discours, au Québec, en remontant plus loin que la sacro-sainte « Révolution tranquille », est un fait assez rare et intéressant. M. Couillard a parlé de la fédération canadienne née « d'une coopération entre Louis-Hippolyte La Fontaine et Robert Baldwin ». Il s'est dit fier de « l'alliance entre George-Étienne Cartier et John A. Macdonald ».

A notre époque, trop souvent, parler du passé, pour les politiques, est à proscrire. Les nouveaux politiciens expliqueront qu'ils s'engagent pour « changer le monde » et « pour l'avenir de leurs enfants » ; très rarement pour perpétuer un héritage, pour se situer dans une tradition. Afin d'éviter qu'une évocation du passé soit taxée de passiste, on adjoint à celle-ci, la plupart du temps, le « chaperon » rhétorique suivant : « tourné vers l'avenir ». Dans son discours de juin d'ailleurs, M. Couillard, après avoir clamé « Nous ne renoncerons pas à notre histoire », s'est cru obligé d'ajouter « à notre avenir ».

(L'esprit anti-passé a été illustré de cocasse manière la semaine dernière, à Québec : on y a démolé sans vergogne une œuvre d'art, une sculpture — certes controversée et mal-aimée —, cadeau de la ville de Paris dans les années 1980, qui s'intitulait... *Dialogue avec l'histoire!*)

M. Couillard a ensuite ajouté, à propos de l'histoire du Canada : « Une histoire qui a des moments si beaux qu'il faudrait mieux les enseigner à nos enfants. » L'affirmation n'est pas anodine. Comment devrait-on « mieux enseigner » ces beaux moments? Mystère. Le premier ministre a refusé de répondre aux questions à ce sujet. Rediffuser *Les minutes du patrimoine*?

Des tentatives réelles ou imaginaires de manipulations de l'enseignement de l'histoire à des fins politiques ont été très souvent condamnées au Québec. Les gouvernements souverainistes sont toujours soupçonnés de vouloir machiavéliquement imposer un récit « noir », composé uniquement des griefs des nationalistes; lequel récit conduirait logiquement à dire « oui » au projet de pays.

Dans les propos de M. Couillard, on ne peut pas ne pas voir une tentation similaire, mais inverse, celle du récit « rose », bon-ententiste, glorifiant l'appartenance du Québec à la fédération canadienne. D'autant qu'il reprend certains des thèmes forts privilégiés par le gouvernement Harper dans sa lourde offensive de commémoration 2012-2017.

Plusieurs questions se posent. M. Couillard souhaite-t-il que l'on enseigne désormais, dans les écoles du Québec, une histoire unifiée du Canada? Chaque nation n'a-t-elle pas son histoire (avec ses tensions internes propres, ses interprétations divergentes)? Or, le Québec est une nation, même le Parlement fédéral lui-même l'a reconnu en 2006 (ce vocable semble rebuter à M. Couillard, qui préfère systématiquement les mots « société distincte »).

Au moment où l'enseignement de l'histoire au secondaire sort d'une décennie d'essais-erreurs, de bouleversements inutiles, il est inquiétant d'entendre de tels propos de la part du chef du gouvernement. Des projets pilotes d'un nouveau cours d'histoire, d'un récit « ni noir ni rose », sont en préparation pour l'automne. Or, nous avons besoin de cette synthèse qui vise, en plus, à « réconcilier l'histoire politique et l'histoire sociale en les articulant dans une trame nationale plus suivie », comme le préconisait le rapport Beauchemin-Fahmy-Eid. Le gouvernement ne doit surtout pas bloquer cette tentative qui permettrait à l'histoire d'être « mieux enseignée » dans nos écoles.

FEMMES AUTOCHTONES

## Savoir agir

La mise à jour du rapport *Les femmes autochtones disparues et assassinées*, rendue publique vendredi par la Gendarmerie royale du Canada (GRC), ne contient aucun appel à la tenue d'une commission d'enquête consacrée à ce qui est un véritable drame. Dans la foulée d'un premier rapport dévoilé l'an dernier (où l'on apprenait que, sur une période de trente ans, quelque 1200 femmes autochtones — le double du nombre attendu! — avaient été tuées ou avaient disparu), on y fait plutôt valoir le travail avec les communautés, la collecte plus précise de données, le suivi plus serré des enquêtes policières.

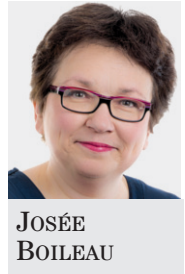
Ces gestes, nécessaires, n'écartent pourtant en rien la pertinence d'avoir cette enquête publique et indépendante, dont le gouvernement conservateur ne veut pas entendre parler et qui est pourtant réclamée depuis des années par les plus hautes instances internationales et nationales, la plus récente étant la Commission de vérité et réconciliation.

Les femmes autochtones sont surreprésentées dans les dossiers d'homicides et de disparitions, et simplement laisser agir les policiers, comme le répète à tout vent le gouvernement Harper, signifie en fait que celui-ci s'en lave les mains alors qu'il est directement interpellé.

Ainsi, la GRC révélait vendredi que, dans 100% des cas résolus d'homicides de femmes autochtones, l'agresseur était connu des victimes (contre 93% pour les femmes non autochtones). La mise à jour propose donc un effort accru d'intervention en matière de violence conjugale ou familiale. Mais « connu » n'est pas synonyme de « conjoint », actuel ou passé. Il y a aussi un problème de prostitution dans ces réserves où tout le monde se connaît, résultat d'une pauvreté économique et sociale qui n'a rien à voir avec la violence conjugale. Que fait le fédéral, de qui dépendent les réserves, de ce concentré de misère qui tue?

Quant à la violence conjugale ou familiale, l'affaire est bien plus complexe que ce qui se vit dans les milieux non autochtones. Le manque de logements est criant dans les réserves : une femme battue qui partirait de sa demeure n'aurait nulle part où aller, tous les logis autour étant surpeuplés et il lui serait impossible de se trouver un logement à elle. Sa seule option, c'est de quitter sa communauté, donc de se couper du soutien de son entourage. Or de qui dépend le logement? D'Ottawa.

Une enquête permettrait de jeter un regard large sur tous ces enjeux. La mise à jour de la GRC est certes précieuse, ne serait-ce que parce qu'elle remet sous les projecteurs un dossier bien trop négligé. Mais elle est limitée, car elle ne fait pas de liens sociologiques entre les chiffres et la dynamique à l'œuvre. Il est plus que temps de mieux savoir pour pouvoir mieux agir.



JOSÉE BOILEAU

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE  
Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
Adjoints PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENEY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

## La souveraine impuissance

J'inviterais respectueusement mes amis souverainistes à ne pas succomber au leur du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe. Sa défense de l'intégrité des rivières québécoises menacées par le projet Énergie Est peut paraître séduisante depuis que le chef néodémocrate a déclaré y être favorable, mais la question la plus pressante à mes yeux, reste la défaite nécessaire et urgente du parti conservateur de Stephen Harper à Ottawa. À quoi nous serviront dix ou même vingt députés bloquistes à la Chambre des communes si cette maigre moisson favorise la réélection d'un gouvernement conservateur, même minoritaire? Ceci entraînera à coup sûr la réalisation de l'oléoduc de TransCanada.

Je mise davantage sur la gouvernance néodémocrate pour favoriser un débat démocratique plus ouvert et plus empathique envers la mouvance écologiste québécoise sur des enjeux aussi fondamentaux que le climat et l'énergie. Rappelons-nous que Thomas Mulcair a quitté le cabinet de Jean Charest alors qu'il était

ministre de l'Environnement sur la base du refus des libéraux de légiférer pour la conservation des milieux naturels et leur désir de privatiser une partie du Parc national du mont Orford. Et puis franchement, tout nationaliste que je sois, je souhaite ardemment que ce soit M. Mulcair qui représente le Canada au très important sommet des chefs d'état sur le climat qui se tiendra à Paris (COP21) l'automne prochain plutôt que l'hydrocarburome Stephen Harper.

Michel Desgagné  
Le 17 juin 2015

## Laudato si : l'influence du pape, au-delà des caméras

Le pape François prend position concernant les changements climatiques et la justice sociale. Jamais un pape n'a consacré une encyclique, son mode d'expression le plus solennel, à la protection de la nature. Sa sortie arrive six mois avant la conférence internationale de Paris sur le climat et vise, entre autres, à influencer les dirigeants des pays pour

qu'ils augmentent leurs engagements au-dessus de leurs propres intérêts.

Dans son encyclique, le pape dénonce l'exploitation irresponsable des ressources et l'injustice sociale qui en découle. Il fait appel à une révolution et à une transformation éthique de notre société pour prévenir la catastrophe engendrée par les changements climatiques.

Est-ce que Stephen Harper et Philippe Couillard prendront acte de la position du pape François? Seront-ils un peu mal à l'aise de continuer à promouvoir l'exploitation des hydrocarbures, que ce soit ceux des sables bitumineux, des gisements de Old Harry, ceux d'Anticosti et de la Gaspésie? Permettront-ils le transport risqué et l'exportation de ces énergies fossiles qui sont la cause d'une augmentation significative des GES? Réalisent-ils que le pape n'est pas seulement là pour leur serrer la main devant les caméras? Avec l'encyclique, il leur force la main à agir pour protéger le bien commun.

Lucie Bergeron et Michel Côté,  
membres de Stop oléoduc  
Québec, le 18 juin 2015

LIBRE OPINION

## Malaise critique

Réaction aux critiques sur la danse ouverte par des journalistes généralistes durant le Festival TransAmériques

TEXTE COLLECTIF\*

Montréal s'est souvent targuée d'être une plaque tournante pour la danse contemporaine, un terreau fertile pour ses créateurs et une pépinière de talents émergents. Cependant, si la danse est un art aux déclinaisons multiples qui se perpétue et qui traverse dignement les âges, les cultures et les modes, on peine à maintenir dans cette ville une pensée critique qui puisse se mesurer à sa richesse et à sa complexité.

La critique de danse s'avère de plus en plus rare dans l'espace médiatique actuel. Elle demeure pourtant un écho terriblement nécessaire à la culture chorégraphique, un prolongement de l'œuvre, parfois sa seule trace. Elle assure une certaine visibilité à un art qui n'en jouit guère. Toutefois, comment parler de danse sans aborder le mouvement, ni même les partis pris chorégraphiques engagés dans une œuvre, quitte à en remettre les enjeux en question? À la lecture des articles sur la danse publiés entre autres dans *Le Devoir* et dans *La Presse* durant le Festival TransAmériques, nous, acteurs du milieu, nous interrogeons sur ce rôle de critique qui, au fond, nous parle si peu de « danse »...

La posture du critique consiste à témoigner d'une expérience, à partager un point de vue sur une œuvre, à offrir des clés de lecture et à l'évaluer sans l'emprise excessive de la seule subjectivité. Au-delà d'un

censeur (ou encenseur), son travail constitue avant tout un exercice de réflexion. Pour les artistes comme pour le public, il s'agit d'un retour, d'une lecture. Cet exercice permet d'entretenir un débat sur les œuvres, sur la danse, sur le corps et sur ses représentations, et, par-delà, de développer notre propre sens critique face à nos attentes, face aux tendances et obsessions — voire symptômes — de notre époque, mais aussi d'établir les liens historiques, les ruptures et les changements de perceptions proposés par les artistes. Les créations artistiques sont à ce titre ancrées au cœur de nos mutations sociales.

Si tout regard sur cet art demeure intéressant, ne confondons pas l'exercice critique avec la chronique. C'est pourquoi, concernant le seul grand festival consacré à la danse, nous nous attendrions à une couverture médiatique plus rigoureuse. Bien qu'on puisse apprécier la chronique, l'espace critique nous semble fondamental afin de développer une discipline artistique, son discours et sa pensée. Non seulement on en parle peu, mais on en parle mal.

Certains raccourcis de lecture induisent ainsi des présupposés esthétiques et politiques discutables sur ce qui ferait aujourd'hui œuvre de « danse » — cette référence présumée est d'ailleurs rarement définie, comme si elle était unanime ou, pire, universelle. C'est non seulement négliger une partie du public et du lectorat dit averti ou connaisseur, mais c'est également ignorer tout un pan de l'histoire de la danse et des arts scéniques. Or, il nous semble important que ces singularités ap-

paraissent dans les colonnes de journaux qui représentent les derniers bastions d'un espace de débat et de réflexion.

Nous revendiquons une pensée critique sans complaisance, éclairée et rigoureuse, pour souligner les enjeux politiques ou autres qui innervent la chorégraphie contemporaine à travers ses recherches actuelles.

\*Ont signé ce texte : Louise Bédard, Marc Boivin, Mélanie Demers, Karine Denault, Sylvain Émard, Karla Etienne, Michèle Febvre, Marie-Claire Forté, Paul-André Fortier, Frédérick Gravel, Catherine Gaudet, Ginette Laurin et Katya Montagnac.

## Réponse du Devoir

Nous prenons note de ce malaise, mais nous permettons de nous en étonner. Il nous est ici reproché d'avoir envoyé au Festival TransAmériques des « journalistes généralistes », qui auraient été incapables de faire un travail rigoureux. Soulignons seulement que le FTA se voulant transdisciplinaire et non pas uniquement « consacré à la danse », *Le Devoir* y a délégué non pas n'importe quel reporter ou chroniqueur, mais des critiques de son secteur culturel, spécialisés tant en danse qu'en théâtre, afin de faire état de cette transdisciplinarité. Ajoutons que *Le Devoir* est le seul quotidien québécois à couvrir largement le secteur de la danse, y consacrant plus d'une centaine de reportages ou de critiques par année.

Josée Boileau  
Rédactrice en chef

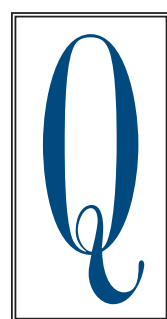
# Petit cahier d'un voyage au loin du pays natal

En Joséphine Bacon se trouvent la mémoire et les visions, la toundra et les secrets des liens ancestraux au caribou

Le 28 mai dernier, la poète innue Natasha Kanapé Fontaine accompagnait à Paris sa collègue et mentor Joséphine Bacon — dite Bibitte —, elle aussi poète et innue, aux portes de l'Institut de France pour l'intronisation de Dany Laferrière à l'Académie française. Émue, Natasha Kanapé Fontaine écrivait alors sur les réseaux sociaux: «*La morale de l'histoire, envers toute l'Histoire, l'Haïtien aura fait entrer la femme innue dans une institution de la société dominante, lieu historique de la langue française.*» Elle poursuit ici sa réflexion.

NATASHA KANAPÉ FONTAINE

Poétesse, peintre et comédienne



Quel étrange animal que celui qui voit de loin son pays natal, en effet. Au moment de coucher ces lignes, la poète Joséphine Bacon et moi sommes à Paris, dans le cadre de la Biennale internationale des Poètes en Val-de-Marne. Nous revenons tout juste de Saint-Malo, où nous avons vécu toutes deux Étonnans voyageurs, festival de littérature au cœur de la Bretagne.

Quel étrange conte, d'ailleurs, que cette Joséphine. Petite femme boîteuse, le rire éclatant au soleil, femme innue à part entière. Bibitte vit à Montréal depuis plus de quarante ans. Loin de la terre natale, à huit heures de route tout droit vers le nord-est du Québec.

Se dépiste en Bibitte une fabuleuse bibliothèque sans livres et sans rayons, mais avec un rayonnement pas possible, où les êtres et elle-même sont des contes entiers, tissés dans l'obscurité des nuits parisiennes des coïncidences improbables et des hasards qui n'en sont pas, pour mieux peupler nos journées ensoleillées d'une douce euphorie. D'un doux souffle des esprits anciens qui combent encore nos songes et rassurent nos préoccupations.

Dans les rues de la ville, devant la fameuse cathédrale de Notre-Dame, nous parlons dans notre langue au milieu de tous les bruits urbains. Elle me dévoile que Paris est faite en étoile, le lendemain elle m'épelle pour la première fois les syllabes du nom que les Innus donnaient à l'Étoile du Midi.

## Seule et unique Innue

Ce lendemain-là, Joséphine, la « Dame en bleu », traversait les portes de l'Institut de France. Dany Laferrière l'avait comptée parmi ses invités. La veille, elle me confiait qu'elle ne voyait pas où était sa place en ces endroits. Je l'ai convaincue en lui signifiant qu'elle serait la seule et unique Innue à la réception de Dany... Que du jour au grand lendemain, un Haïtien aura fait entrer à l'Académie française une femme innue portant l'héritage fabuleux de l'innu-aimun, notre langue, comme un bagage sur le dos.

En elle la mémoire et les visions, la toundra, les secrets des liens ancestraux au caribou. Joséphine soulève en elle-même le poids des politiciens.

Qui d'autre pouvait représenter la relation étroite entre la langue, la culture et l'entité-territoire? Qui d'autre pouvait porter à point l'importance de la préservation des langues et des cultures que la femme autochtone aînée seule, fille indigène du territoire des Amériques, totalement ouverte vers le monde?

L'histoire ici triomphe, dans la mesure où les humiliés-de-toujours débarquent sur le Vieux Continent et sont couronnés de dignité et de reconnaissance, pour leur apport au monde. Quelle histoire étrange que celles des « nègres et des Indiens » d'Amérique.

Dans la foulée des révélations publiques du rapport par la Commission de vérité et de réconciliation du Canada, après neuf années de travaux et de recueil de près de 7000 témoignages de survivants des pensionnats indiens, nous sommes si loin de notre pays.

## Nous parlons innu à Paris

Joséphine et moi parcourons la France en espérant chaque jour informer assez nos auditoires et ceux que nous rencontrons. Mener la vérité et la mémoire jusqu'au bout de nous-mêmes, à bout de bras. Depuis le début: Val-De-Marche, Port-au-Prince, Paris, Nantes. Bientôt Edimbourg. À tous les peuples possibles. Les peuples du possible.

Bibitte racontant ses années au pensionnat. Les joies, les peines. La première rencontre avec la langue française. Se dire qu'elle aurait dû parcourir l'intérieur des terres au lieu d'apprendre à lire et à écrire, cet intérieur aujourd'hui tant rêvé par l'exil. Le pensionnat de Mani-Utenam a été moins difficile que bien d'autres.



Joséphine Bacon, la « Dame en bleu », a traversé les portes de l'Institut de France où Dany Laferrière l'avait comptée parmi ses invités.

Bibitte prend une revanche douce jusqu'au bout du monde en portant en français la parole des anciens, des traditions, de la mémoire, du territoire, le « Nutshimit ». On lui répond: «*Quelque part, c'a été nécessaire, apprendre le français: vous voilà devant nous.*»

Quotidiennement, elle me parle en innu-aimun, et m'apprend les mots que je n'ai jamais connus. Nous parlions innu à Paris.

**Du jour au grand lendemain, un Haïtien aura fait entrer à l'Académie française une femme innue portant l'héritage fabuleux de l'innu-aimun, notre langue, comme un bagage sur le dos**

Il y a des jours où elle se fatigue à force de marcher, des jours où je m'imagine la porter sur mon dos. Le lendemain, elle raconte que les Innus anciens n'abandonnaient jamais leurs aînés; que si leurs aînés ne savaient plus marcher, ils les portaient sur leur dos, car «*il était un sacrilège de laisser derrière les bibliothèques vivantes les plus précieuses de nos héritages. Il fallait les porter.*» J'étais muette.

Quand elle termine son dernier vers, elle murmure: «*Kuessipan*»: à ton tour, qu'elle me dit. Comme le livre de Naomi.

## L'abondance de la parole

Nous lisons, chacune notre tour, un poème qui répond à celui de l'autre. Poème après poème, nous tissons dans le temps et l'espace la guérison de nos générations respectives; nous les reconnectons au nom des générations futures.

Toute ma vie m'a menée finalement à ren-

trer cette femme et à partager ses voyages au bout du monde. Toute sa vie l'a menée finalement à inspirer à la jeunesse de nos peuples l'«*abondance*» de la parole et de l'héritage. Joséphine répète partout: «*Elle, à notre époque, est héritière d'une terre malmenée, "menacée", dévastée. Cette terre, je l'ai connue pure, intacte, vibrante.*» Elle fait parfois un geste de la main vers le sol, comme pour toucher terre.

Si loin de notre pays natal où la vérité est enfin libérée au grand public.

Ce petit moment du dimanche matin, 7 juin. Pour clore la Biennale internationale des poètes en Val-de-Marche, les organisateurs me demandent de planter l'arbre de leur festival, puisque Jean Doré avait accepté de le piloter. Ce projet interculturel et intergénérationnel lui tenait à cœur et il avait commencé à sensibiliser les élus de Montréal avant que sa maladie ne se déclare.

Toute la grande famille d'Action Centre-Ville pleure le départ d'un ami et d'un être exceptionnel, que la maladie nous a arraché, trop tôt.

Je n'ai donc planté ce petit érable dans le jardin de la mairie d'Ivry avec tout ce que je pouvais de tabac, de sauge, de Joséphine, de moi, et de ceux qui nous ont quittés dernièrement dans nos communautés, sur la Côte-Nord. Pessamit, Uashat, Mani-Utenam, Ekuanitshit.

Alors que Joséphine est en route vers le Québec, pour continuer le travail immense de conscientisation et d'enseignement qui n'en finissent plus d'être nécessaires, l'arbre est celui qui fait le lien entre le ciel et la terre, les esprits du haut et du bas, entre les ancêtres et leurs descendants. Entre les peuples. L'Érable. Qu'il fasse le lien désormais entre l'Amérique et l'Europe. Pour le pardon de la colonisation. Pour la Vérité et la Réconciliation. Le lien entre tous.

Nous revenons ouvrir le dialogue dont nous rêvons. Parce que rien ni personne ne peut vivre longtemps étouffé dans le silence.

JEAN DORÉ 1944-2015

# Notre président nous a quittés

FRANCE GASCON

Membre du conseil d'administration d'Action Centre-Ville

Témoignage de son engagement infatigable dans la communauté, le regretté Jean Doré était, jusqu'à il y a à peine quelques jours, président de l'organisme Action Centre-Ville. En juin 2014, il avait de manière enthousiaste entamé ce nouveau défi de tenir les rênes d'un organisme au sein duquel il s'était révélé, au cours des dernières années, un des plus fervents supporters.

Action Centre-Ville était, il va sans dire, ravi d'accueillir au sein de son conseil une recrue d'une aussi rare qualité. La nouvelle de sa maladie, l'été dernier, avait créé une onde de choc chez toutes les personnes qui l'avaient côtoyé à Action Centre-ville et qui avaient pu constater que notre ex-maire était un homme passionné, affable, à l'écoute de tous et toutes et prêt à s'investir avec toutes les qualités de visionnaire et de communicateur qu'on lui connaissait déjà.

Lorsque la maladie a frappé, il a continué de veiller sur certains grands projets de l'organisme, curieux de ce qui faisait notre quotidien; le conseil lui gardait sa place, espérant tout au long de l'année, autant lui que chacun des membres du conseil, qu'un miracle le ramènerait parmi nous, avec toute la verve et l'aplomb qui ne l'avaient jamais quitté, même très malade. Hélas, le 15 juin, la nouvelle de son décès a sonné la fin de tous ces espoirs.

## Mixité chère à Jean Doré

Action Centre-ville est un organisme communautaire qui offre aux cinquante ans et plus un éventail d'activités et de services favorisant leur bien-être et leur santé globale, tout en promouvant l'esprit d'entraide et de solidarité sociale. Situé au cœur du centre-ville, à l'angle des rues Ontario et Saint-Dominique, non loin d'ailleurs de l'endroit où Jean Doré et son épouse, Christiane Sauvé, une autre grande supporter de l'organisme, ont résidé pendant plus de trente ans, Action Centre-Ville dessert une clientèle variée, qui témoigne de la mixité sociale dont jouit le centre-ville.

Cette mixité était une valeur particulièrement chère à Jean Doré et à son épouse, qui se sont faits tous les deux les champions de l'accessibilité pour tous à une panoplie d'activités et de services, une panoplie toute aussi riche que stimulante (dont une cuisine et une popote roulante qui remportent un vif succès) et qui a fait d'Action Centre-Ville un point de convergence unique dans le cœur de l'arrondissement.

Parmi les activités qui ont bénéficié de l'apport de Jean Doré et qui resteront gravées dans la mémoire des membres d'Action Centre-ville, on peut mentionner la présidence d'honneur du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'organisme en 2012, ainsi que plusieurs débats à saveur politique, sur la charte de la laïcité ou dans le cadre d'élections municipale ou provinciale, où il avait été animateur des discussions.

L'organisme chérit aussi un grand projet de relocalisation, mené de concert avec la Corporation d'habitation Jeanne-Mance (grand complexe d'habitation à loyer modique dans lequel résident plus de 500 aînés) et les Loisirs Saint-Jacques (organisme qui œuvre auprès des jeunes aux Habitations Jeanne-Mance), que Jean Doré avait accepté de le piloter. Ce projet interculturel et intergénérationnel lui tenait à cœur et il avait commencé à sensibiliser les élus de Montréal avant que sa maladie ne se déclare.

Toute la grande famille d'Action Centre-Ville pleure le départ d'un ami et d'un être exceptionnel, que la maladie nous a arraché, trop tôt.



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Jean Doré en 2014, lors d'une cérémonie lui rendant hommage

## GRÈCE

SUITE DE LA PAGE 1

et de contre-pouvoir. Le discours s'est modernisé et rajouté, devenant clair, accessible, pragmatique. Le parti a alors décidé d'investir réellement les sphères de pouvoir. Ça fait du bien à voir.»

Il décrit le pouls d'Athènes: «On sent vraiment l'effervescence politique du pays. On la voit aussi sur les affiches, les graffitis partout dans les rues. Il suffit de prendre un taxi, c'est le sujet de conversation sur toutes les lèvres.»

## Sommet extraordinaire

La Grèce a fait parvenir ses propositions dimanche soir à ses créanciers afin d'éviter un défaut de paiement. Aucun détail n'a cependant été fourni sur leur contenu. Le pays doit obtenir le déboursement rapide de 7,2 milliards d'euros, promis de longue date et qui doit lui permettre de redonner 1,5 milliard d'euros au Fonds monétaire international avant le 30 juin. À quelques heures d'un sommet crucial de la zone euro qui doit avoir lieu lundi à Bruxelles, le chef de cabinet du président de la Commission européenne a qualifié ces propositions de «bonne base pour faire des progrès». Le sort du pays est ainsi suspendu à un accord sur les économies budgétaires à réaliser et les réformes à mettre en place, et les échanges acrimonieux de la semaine dernière n'ont rien pour rassurer sur la possibilité d'une entente.

Quelques heures avant l'annonce de la réception des propositions de la Grèce, plus de 7000 personnes s'étaient réunies sur la place Syntagma au centre-ville d'Athènes, où *Le Devoir* a joint le jeune militant. C'est le principal syndicat progressiste du pays et Syriza, le premier parti du Parlement grec, qui avaient lancé l'appel à manifester leur appui en insistant sur le fait que «la dignité n'est pas négociable». La manifestation avait lieu jusque sur les



YORGOS KARAHALIS ASSOCIATED PRESS

Des manifestations contre l'austérité et en soutien à la Grèce se sont tenues dans plusieurs villes européennes ce week-end. À Athènes en fin de journée, au moins 7000 personnes, selon la police, se sont rassemblées devant le parlement pour dire leur refus de nouvelles mesures de rigueur et soutenir le gouvernement.

« Au sein même du parti d'Alexis Tsipras, on sent le paradoxe entre l'attachement aux valeurs que devrait représenter l'Europe et leur ras-le-bol de la dictature de Berlin »

Gabriel Nadeau-Dubois

marches du parlement grec, dont les barrières ont été retirées après l'élection de Syriza, rapporte M. Nadeau-Dubois, étonné de la quasi-absence des policiers.

## Partir ou rester

Les Grecs ne forment évidemment pas un bloc monolithique devant les tourments du pays. «Au sein même du parti d'Alexis Tsipras, on sent le paradoxe entre l'attachement aux valeurs que devrait représenter l'Europe et leur ras-le-bol de la dictature de Berlin.»

Malgré l'escalade verbale entre la Grèce et ses créanciers, le parti d'Alexis Tsipras reste populaire. «Des électeurs de tous les horizons politiques, gauche ou droite, se sont entendus pour durcir le ton face aux

créanciers», observe-t-il. S'il devait y avoir une élection demain, les intentions de vote pour Syriza seraient à 47,5%, soit davantage que lors des dernières élections (36%), selon le sondage de samedi dernier réalisé par la firme Public Issue.

«Force est de constater qu'une portion significative des Grecs se reconnaît dans le ton combatif de Syriza», souligne avec plaisir M. Nadeau-Dubois. Cet appui populaire est directement fonction des politiques d'austérité selon lui. «S'ils en sont là, c'est que ce peuple souffre depuis plusieurs années. Une jeune militante de Syriza me racontait hier [samedi] soir l'histoire d'une mère de 68 ans qui s'est jetée du balcon de son appartement avec son fils. Le désespoir est palpable, et c'est pour quoi les gens ont décidé de se battre», relate Gabriel Nadeau-Dubois.

Lundi, les ministres des Finances de la zone euro, puis les dirigeants des 19 se réuniront à Bruxelles pour éviter au pays ce scénario catastrophe. Avant cela, un autre rendez-vous attend le premier ministre grec, Alexis Tsipras: il doit rencontrer à 11 h (9 h GMT) le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, le président de la BCE, Mario Draghi, et le patron de la zone euro, Jeroen Dijsselbloem.

Avec l'Agence France-Presse

Le Devoir

## Mario Bousquet en cinq dates

1959 Naissance à Saint-Denis-sur-Richelieu

1990 Commence à travailler comme conseiller pour le Collectif de défense des droits de la Montérégie.

2002-2003 Clés en main obtient ses premiers PSL pour la région de Québec dans la foulée de la crise du logement.

2009 La Coalition pour le développement du logement social en santé mentale de Québec et Clés en main publient une étude sur la pertinence clinique, sociale et économique des PSL.

Depuis 2010 Mario Bousquet présente le modèle Clés en main à l'extérieur de la région de Québec.

## LOGEMENT SOCIAL

SUITE DE LA PAGE 1

a qui ont passé l'hiver dans la rue. On a des choix déchirants à faire», explique-t-il.

«Il y a beaucoup de jeunes avec des diagnostics de schizophrénie, de psychose ou de bipolarité, beaucoup de femmes chefs de familles monoparentales avec des problèmes de santé mentale. En attendant, ils vivent en chambres, chez leurs parents, dans des ressources intermédiaires ou carrément dans la rue», dit-il.

En se basant sur des données de la Santé publique, M. Bousquet estime qu'environ 12 000 personnes au Québec ont ce genre de besoins, mais ne trouvent pas leur place dans les programmes existants. Il pense qu'on devrait ralentir la construction de logements sociaux classiques et offrir davantage de PSL.

## Des locataires dont personne ne veut

Son discours est complètement en porte-à-faux avec les groupes sociaux en logement les plus connus, comme le FRAPRU, qui réclame au contraire qu'on construise davantage de logements sociaux.

Le FRAPRU a souvent dénoncé le recours au PSL, entre autres parce qu'ils constituent des subventions au privé et qu'on risque de soutenir des propriétaires négligents.

Mario Bousquet rétorque que Clés en main a développé une approche pour empêcher cela. Avant d'être choisi, l'appartement est évalué par l'Office municipal d'habitation (OMHQ) qui peut révoquer le PSL s'il y a un problème.

À ses yeux, il faut miser sur une «aide à la personne» plutôt que sur une «aide à la pierre». Il dit qu'il n'est pas contre le logement social dans l'absolu, mais qu'il faut davantage de «flexibilité» pour venir plus rapidement en aide aux personnes.

Surtout, il souligne qu'il y a déjà trop de ces logements qui sont vides. Comment expliquer une telle chose? C'est que dans la plupart des projets de logements sociaux, le gouvernement donne aussi des PSL à la moitié des locataires. Ceux-là sont tous pris, mais ce n'est pas le cas des autres appartements qui se trouvent dans les logements sociaux et qui parfois restent vides.

Soit les loyers sont trop chers, soit ils sont mal situés, précise Mario Bousquet. «Ça coûte trop cher à construire. Les terrains en ville sont devenus excessivement chers donc on construit des trucs de plus en plus éloignés.»

Il raconte que dans un projet réalisé récemment à Québec, les promoteurs ont décidé de remplacer les petits appartements par un plus petit nombre de grands appartements



FRANCIS VACHON LE DEVOIR

Pour Mario Bousquet, il faut miser sur une «aide à la personne» plutôt que sur une «aide à la pierre».

pour réduire les coûts de construction. Or «ça ne répond pas aux besoins» parce que la grande majorité des gens sur les listes d'attente pour son organisme ou des HLM sont des personnes seules.

La raison pour laquelle la moitié des logements ne sont pas subventionnés est qu'on a voulu éviter de construire des ghettos, explique-t-il. Or il pense qu'on peut arriver au même résultat en les logeant sur le marché privé, et ce, à moindre coût.

Du côté des coops aussi il y a des résistances, dit-il. «Est-ce que tu vas mettre quelqu'un qui est dans la désorganisation et qui a des problèmes dans une coopérative où il est obligé de faire des tâches? Ils n'en veulent pas», dit-il.

Il raconte que, dans certains projets d'OSBL, on a demandé aux personnes à se doter d'assurances de 2 millions en responsabilité civile «au cas où ils mettent le feu», des produits souvent hors de prix, voire inaccessibles pour ces personnes.

## Vision partagée

Le débat sur Accès Logis et les PSL fait rage ces temps-ci dans le milieu. Pendant ce temps, le discours de M. Bousquet a la cote au gouvernement. Le ministre des Affaires municipales a annoncé dans le dernier budget la création d'un nouveau programme pour financer 5800 PSL au cours des cinq prochaines années, un investissement de 123 millions.

Pour l'heure, on n'en sait guère plus. Va-t-on augmenter la part de 50% des PSL dans les projets de logements sociaux ou offrir des PSL comme ceux de Clés en main? Comment s'assurer que le financement des PSL ne sera pas suspendu au bout de quelques années? Les modalités du programme doivent être dévoilées d'ici l'automne. D'ici là, tout laisse croire que le logement social québécois est à la croisée des chemins.

Le Devoir

## CALIFE

SUITE DE LA PAGE 1

tous les musulmans de lui «obéir», quelques jours après la proclamation du «califat» sur les larges territoires sous son contrôle à cheval entre la Syrie et l'Irak.

Depuis le début des frappes de la coalition internationale menée par les États-Unis en août, il n'est plus réapparu à l'image et n'a diffusé que deux enregistrements sonores, après des rumeurs le donnant blessé voire tué dans des raids.

## Parcours du combattant

Baghdadi «a une dimension mystérieuse qui vient du fait qu'il a survécu à de multiples tentatives pour le faire disparaître», indique Ayman al-Tamimi, expert au Middle East Forum. Il semble «avoir réalisé beaucoup plus de choses de façon concrète» que la «vieille garde» djihadiste, dont son rival, le chef d'al-Qaïda Ayman al-Zawahiri.

Selon un document des services secrets irakiens, Baghdadi, né en 1971 à Samarra au nord de Bagdad, a un doctorat en études islamiques et a été professeur à l'université de Tikrit. Il a eu quatre enfants — deux garçons et deux filles — avec sa première femme entre 2000 et 2008, puis un autre fils avec sa deuxième femme.

Il a rejoint l'insurrection en Irak peu après l'invasion américaine en 2003, et aurait été incarcéré dans un camp de détention américain.

Les forces américaines avaient annoncé en 2005 la mort d'Abou Douaa — un de ses surnoms — dans une

frappe aérienne. Mais il est réapparu en 2010 à la tête du groupe armé État islamique en Irak (ISI), branche irakienne d'al-Qaïda.

Baghdadi est ensuite parvenu à transformer ce groupe — acculé un temps par la stratégie anti-insurrectionnelle américaine soutenue par des tribus sunnites — en la plus puissante, riche et brutale organisation djihadiste au monde.

Profitant de la guerre civile en Syrie et de l'instabilité en Irak, son organisation prend pied dans le premier pays en 2013, avant de lancer en juin 2014 une offensive fulgurante chez le voisin irakien.

Avant cela, il s'était affranchi d'al-Qaïda, Baghdadi rejettant l'ordre de Zawahiri de se concentrer sur l'Irak et de laisser la Syrie au Front al-Nosra.

## Sanguinaire

Accusé de crimes contre l'humanité par l'ONU, le groupe EI a tué des milliers de militaires, combattants et civils, attaqué des minorités tels les Yazidis, vendu des femmes comme esclaves et revendiqué la décapitation de plusieurs journalistes et travailleurs humanitaires occidentaux dans des vidéos terrifiantes.

Fort de dizaines de milliers d'hommes, ce groupe extrémiste sunnite contrôle aujourd'hui 50% de la Syrie et de vastes régions en Irak. Baghdadi y est salué comme un commandant et un tacticien présent sur le champ de bataille, contrairement à Ayman al-Zawahiri.

Son parcours diffère également de celui d'Oussama ben Laden, qui avait développé al-Qaïda grâce à sa fortune et était connu internationalement bien avant les attaques du 11-



## Palmyre, champ de mines

Damas — Les djihadistes du groupe État islamique ont miné la ville antique de Palmyre, dans le désert du centre de la Syrie, faisant craindre un désastre pour ce site inscrit au Patrimoine mondial de l'humanité.

Déjà tristement célèbres pour leurs destructions irrémédiables de trésors archéologiques en Irak, les djihadistes risquent d'effacer de la carte le joyau du désert syrien, et avec lui un pan de l'histoire du pays.

Palmyre fut la capitale de la célèbre reine Zénobie qui affronta les légions romaines au III<sup>e</sup> siècle de notre ère. Le site est désormais truffé de mines et d'explosifs, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), un mois jour pour jour après la conquête de Palmyre par les djihadistes, qui en ont chassé les troupes gouvernementales.

On ne sait toutefois pas dans l'immédiat si l'intention des djihadistes est de menacer de s'en prendre à la ville antique pour empêcher les forces syriennes d'avancer, ou bien de faire sauter quoi qu'il arrive le site réputé pour ses colonnades torsadées romaines, ses temples et ses tours funéraires, a précisé l'OSDH.

Septembre, notamment grâce à des vidéos.

«Son accession à la célébrité ne peut se comparer à celle des autres chefs terroristes. Le nom [de Ben Laden] était célèbre, [ce dernier] mettait en scène sa piété», note M. Skinner. Baghdadi, au contraire, «évite la lumière» et parle dans ses discours «de son califat et de ses ennemis, pas de lui-même».

Dans son dernier enregistrement diffusé le 14 mai dernier, Abou Bakr Al-Baghdadi exhortait ainsi les musulmans, soit à rejoindre le «califat» soit à mener la guerre sainte dans leur pays. «L'islam n'a jamais été la religion de la paix, l'islam est la religion de la guerre», martelait-il.

Agence France-Presse

## Rectificatif

Dans un texte du 18 juin que *Le Devoir* n'a publié que dans son édition Web, La Presse canadienne a rapporté par erreur que la médiatrice Diane Laurin avait conclu que le comportement de Raj Shoon, le commissaire ontarien du CRTC, constituait du harcèlement sexuel. Bien que M<sup>me</sup> Laurin ait bel et bien déterminé que le comportement de M. Shoon constituait du harcèlement, elle n'a pas indiqué que ce harcèlement était de nature sexuelle. La référence à du harcèlement sexuel a découlé d'une erreur de traduction. La Presse canadienne présente ses excuses pour cette erreur.

## LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

## La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel redaction@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3360

## Publicité

Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

## Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel avisdev@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3340

## Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

## Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-5967

## Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com